

## **Déclaration des quatrièmes Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence 9, 10, 11 Juillet 2004**

Les 4e rencontres économiques d'Aix-en-Provence organisées par le Cercle des économistes avaient pour thème « L'entreprise européenne dans la compétition mondiale ».

Comment faire en sorte que les entreprises, par leur évolution, donnent un contenu concret à « l'Europe puissance » et à leur tour, reçoivent d'elle des avantages concurrentiels ?

Tout indique pourtant que cette évolution est sous risque et que des mécanismes spontanés de 25 états mal coordonnés ne garantiront pas, à eux seuls, qu'on atteigne des objectifs équilibrés et de plein emploi.

Partant de l'idée qu'une entreprise européenne est une entreprise dont les centres de décision sont situés dans l'Union européenne, nous nous sommes demandé comment lui éviter des blocages, des limites, des inefficacités, des retards et au contraire lui donner la pleine mesure de l'avantage nouveau du plus grand marché domestique du monde.

Les défis et les menaces sont là. Les Etats et les Institutions de l'Union n'y suffiront pas. Les entreprises sont au front :

- Le front de la croissance faible et peu créative d'emplois que les entreprises, dépassant leur dimension locale, pourraient mieux soutenir ;
- Le front de la délocalisation vers l'Est et le Sud, des productions de biens comme de services, qui doit être maîtrisée par les entreprises et pas seulement subie ;
- Le front du retard technologique par rapport aux grands concurrents américains et japonais qui est aussi bien le produit d'investissements insuffisants en R et D, que la dévalorisation des métiers de chercheurs, de l'insuffisance des formations d'excellence et plus généralement du retard des qualifications ;
- Le front de la gouvernance d'entreprise où tous les progrès récents de la transparence, de la régulation ou de l'éthique se sont faits encore au niveau national sans unité ni urgence, au point qu'il faut parfois se demander si les entreprises n'ont pas besoin de plus d'Europe et si la subsidiarité dans le gouvernement économique et la confection des normes n'est pas devenu un carcan.

Le Cercle des économistes proposent sept priorités pour que les entreprises européennes puissent gagner dans la compétition mondiale.

- Conserver en Europe les centres de décision des grandes entreprises

Des menaces existent aujourd'hui. Or la localisation des centres des entreprises est essentielle pour le développement des centres de recherche, de l'emploi et du maintien d'une culture européenne d'entreprise. Il est fondamental que nos politiques de concurrence, fiscale et réglementaire prennent en compte cette priorité.

- Conserver en Europe des activités à forte valeur ajoutée

Ne pas s'en tenir au plein emploi réalisé par une spécialisation dans des activités à faible contenu technologique et à faible productivité, mais défendre un modèle à niveau élevé de qualification de la main-d'œuvre. Pour ce faire, donner des avantages spécifiques aux pôles d'excellence européens. S'alarmer du retard pris en matière de formation universitaire ou du malthusianisme des formations nationales d'excellence. Forcer une politique européenne de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour laquelle un ministre de l'Union aurait autant d'importance que son futur ministre des Affaires étrangères.

Engager les aides publiques, principalement tournées aujourd'hui vers l'abaissement du coût du travail non qualifié, à soutenir la revalorisation du travail très qualifié dans la recherche publique comme privé. Les entreprises de plusieurs pays de l'Union savent qu'elles n'auraient pas les ressources en ingénieurs et en chercheurs pour soutenir ou impulser une croissance plus élevée et qu'il faudrait inverser les flux migratoires des cadres les plus qualifiés.

Nous proposons d'amorcer la constitution d'un système européen d'universités, chaque pays apportant des universités d'excellence et les ressources correspondantes.

Ces nouvelles universités relèveraient d'une autorité européenne harmonisant des critères de performances au niveau mondial.

- Favoriser des stratégies industrielles sur quelques métiers essentiels pour maîtriser la croissance et une spécialisation efficace dans l'échange international

Faciliter les partenariats et les coopérations entre les grandes entreprises européennes en veillant à ce que ni des intérêts nationalistes ni des erreurs de jugement sur la réalité de la concurrence mondiale ne conduisent à émietter les forces des entreprises qui restent trop peu nombreuses en position de leaders mondiaux.

Ne pas refuser aux PME le bénéfice des politiques de soutien qui, hors d'Europe, visent explicitement à encourager leur création et à abaisser pour elles de façon volontariste les barrières à l'entrée, techniques, commerciales ou financières. Accepter que les Etats de l'Union soient légitimes à soutenir les secteurs à fort risque pour lesquels il faut absolument créer un environnement de sécurité à moyen terme.

- Unifier les marchés financiers et faire émerger une gouvernance européenne

Plus encore que l'interconnexion et la concentration des marchés, qui progressent mais insuffisamment, c'est la qualité des marchés interdépendants et de grande dimension qui pose des problèmes nouveaux. La convergence des politiques fiscales, l'unification comptable et la confection des normes de la gouvernance d'entreprise ne peuvent être abandonnées à la subsidiarité.

Certains progrès de régulations, comme en matière monétaire (Bâle 2) ou comptable (IAS) laissent entier le problème de faciliter l'accès au marché de la dette pour les PME, voire l'aggravent. Des sujets spécifiques à l'Europe, comme la carence du financement de la création d'entreprises et de « l'amorçage » du développement qui ne trouvent de bonne réponse dans pratiquement aucun des Etats de l'Union, doivent désormais être traités globalement.

- Reconnaître le rôle des facteurs culturels dans la compétitivité et la conquête des marchés

L'Europe a un patrimoine unique, un audiovisuel public de qualité et se devrait d'organiser des événements culturels ayant un fort impact sur l'économie. Sa diversité qui fait sa richesse, fait aussi, trop souvent, ses divisions. Affirmer des positions européennes communes dans le cadre de l'OMC et de l'UNESCO est indispensable. Valoriser nos potentialités, ce n'est pas seulement apporter un soutien aux créateurs, aux musées, au patrimoine, c'est aussi favoriser toutes les innovations associant culture, technologies nouvelles et industrie ; investir dans la culture, soutenir la créativité , sont aussi importants pour notre avenir que la recherche scientifique.

- Promouvoir la responsabilité sociale de l'entreprise

S'il est un domaine où l'entreprise européenne peut devancer les Etats qui ne pourront plus aisément faire converger leurs droits sociaux,, leurs marchés du travail, leurs réalités syndicales, leur flexibilité ou leur rémunération, c'est celui des relations sociales du travail sur le terrain. Même s'il est illusoire de décréter un espace sociale, le principe de la responsabilité sociale de l'entreprise peut être commun aux 25 pays de l'Union dans le respect de leurs différences.

Les entreprises européennes doivent en priorité contribuer à l'accroissement du capital humain et de l'employabilité : développement de compétences, allongement des carrières, embauche des jeunes, etc.

- Renforcer l'innovation et la création d'entreprises en Europe

Dans les secteurs « innovation » où le risque d'entreprendre apparaît particulièrement élevé, comme par exemple les biotechnologies, il paraît légitime, que les commandes ou les financements publics encouragent l'amorçage d'entreprises nouvelles.

En conclusion, nous estimons qu'il faut franchir une nouvelle étape dans la création d'un espace économique européen en organisant rapidement une avancée significative vers la convergence des règles fiscales et sociales

Notre conviction est que les entreprises peuvent jouer un rôle moteur dans ce sens.